

Règlement pour l'attribution de subsides dans le cadre du Contrat École Scheutplaneet

Volet socio-économique - 2026

Chantiers ouverts

Préambule

Coordonné par le Service École de perspective.brussels, le programme « Contrat école » œuvre à une meilleure intégration urbaine des écoles dans un objectif d'ouverture des établissements scolaires vers leur environnement proche et le quartier. Il vise prioritairement les écoles se situant dans la Zone de Revitalisation Urbaine (ZRU) en déficit d'image, de moyens et /ou de ressources et qui disposent de places disponibles.

Le Contrat École Scheutplaneet est un programme qui vise à transformer les relations entre l'école Scheutplaneet et son quartier en créant des espaces partagés, conviviaux et durables. À travers ses actions, il cherche à renforcer la cohésion sociale, à sensibiliser à l'écologie et à promouvoir une ville plus saine et dynamique.

Les priorités du programme sont :

- Améliorer la cohabitation et la visibilité de l'école du côté Chaussée de Ninove.
- Valoriser l'accès côté parc, en développant un espace vert accueillant et partagé.
- Créer des synergies durables entre l'école et le quartier grâce à des activités collectives.

Le présent appel concerne l'aménagement de l'espace situé à l'arrière de l'école, dit parc Knoeks, jusqu'ici laissé à l'abandon, et qui constitue le cœur de ce projet. Il sera prochainement transformé en un parc écologique et inclusif d'une superficie de 1 500 m², offrant un lieu de détente, de rencontre et d'apprentissage pour le quartier et l'école.

Actions clés :

- Réaménagement des sols et installation de mobilier respectueux de l'environnement.
- Création d'un potager collectif et d'une aire de jeux accessible à tous les âges, favorisant le lien social et les activités intergénérationnelles.
- Organisation de journées participatives durant les travaux, permettant aux habitants et aux acteurs locaux de découvrir le chantier, de contribuer et de mieux comprendre les choix d'aménagement.

Avancement : un bureau d'études a été désigné en fin d'année 2024 pour mener l'étude. L'organisation retenue devra donc travailler en étroite collaboration avec le bureau d'études et le coordinateur des espaces extérieurs pour l'exécution de sa mission, la phase participative étant désormais clôturée et les décisions relatives aux réalisations à effectuer étant établies.

Pour plus d'informations :

<https://perspective.brussels/fr/projets/contrats-ecole/scheutplaneet>

<https://www.anderlecht.be/fr/ce-scheutplaneet>

Article 1 – Objet

Le présent règlement vise à définir les conditions et la procédure de rétrocession des subsides octroyés par la Région (représentée par Perspectives.brussels) et perçus par la commune d'Anderlecht dans le cadre du Contrat école Scheutplaneet visé à la présente convention. Ces subsides seront rétrocédés aux personnes répondant au présent appel à projets, dans le respect des règles édictées par le présent règlement ainsi que du programme Contrat Ecole Scheutplaneet de Perspectives.Brussels, qui est annexé au présent règlement et est considéré comme faisant intégralement partie.

Article 2 – Objectifs de l'appel à projets

L'organisation ou, le cas échéant, les organisations retenues seront amenées à travailler en étroite collaboration avec le bureau d'études et le coordinateur des espaces extérieurs pour assurer l'exécution complète de leur mission. Les besoins et priorités ont été identifiés au cours des différents événements organisés en 2024 et 2025, permettant de définir des axes d'action concrets et adaptés au projet.

Le programme d'actions prévoit notamment la mise en place d'ateliers participatifs, favorisant la co-construction et la réalisation collective d'éléments du parc. Ces ateliers permettront aux participants de s'impliquer directement dans le projet et de contribuer concrètement à la transformation de l'espace, renforçant ainsi l'appropriation citoyenne et le lien social au sein du quartier.

La mise en place du programme d'actions comprend par exemple :

- Création et aménagement d'espaces partagés ;
- Quatre bacs potagers en gestion collective ;
- Panneau de communication servant de point d'information entre l'école et le quartier ;
- Monument-mascotte : Un élément symbolique renforçant l'identité du quartier, conçu avec les habitants et l'école. Il pourrait s'agir d'une sculpture collective, d'un totem ou d'une installation interactive ;
- Portails signalétiques aux entrées du parc, renforçant la visibilité de l'espace public ;
- Petites bibliothèques de rue en libre accès, favorisant l'échange culturel et social.

Autres idées secondaires (à prioriser selon les disponibilités) :

- Supports pour vélos et possibilité d'atelier de réparation ;
- Bancs et assises fixes avec éléments ludiques intégrés ;
- Poubelles en bois aux couleurs du quartier.

Les critères de sélection des organismes retenus incluront :

- leur capacité à répondre aux besoins du quartier ;

- leur connaissance du dispositif contrat école ;
- leur expérience en co-création et gestion de grands groupes, notamment lors d'événements et fêtes de quartier.

Article 3 – Conditions d'éligibilité

1. L'appel à projets s'adresse aux :

Associations sans but lucratif, sociétés à finalité sociale, fondations d'utilité publique.

2. Pour être éligible, les projets doivent satisfaire à trois conditions :

- Les initiatives proposées doivent s'inscrire dans au moins une des thématiques mentionnées à l'article 2 du présent règlement et promouvoir des activités utiles à l'intérêt général ;
- Les projets doivent se dérouler au sein du quartier Scheut et plus précisément dans le parc Knoeks, soit bénéficier en majeure partie à ses habitants et aux élèves de l'école ;
- Les projets doivent respecter les lois et règlements communaux et régionaux.

3. Les initiatives proposées seront retenues en fonction des critères suivants :

- Le réalisme et la pertinence du projet par rapport aux objectifs (cfr. article 2), aux règlements en vigueur, au timing et au budget ;
- La pérennisation du projet au-delà de la période d'exécution du Contrat école ;
- Le projet doit démontrer clairement qu'ils répondent aux enjeux prioritaires présentés dans le diagnostic et le programme ci-joints au règlement ;
- Le projet compléter les initiatives déjà en place dans le quartier (soit un renforcement démontré des activités, soit une nouvelle activité) ;
- Il doit être clairement démontré qu'il ne s'agit pas d'un financement de l'activité "courante" du porteur ;
- Le porteur du projet doit pouvoir démontrer sa capacité à porter le projet.

La concertation avec les acteurs déjà actifs dans le périmètre et/ou les services communaux sera valorisée. Les projets qui favorisent les échanges entre l'école et le quartier dans une perspective d'ouverture sécurisée et contrôlée seront valorisés.

Une attention particulière aux dimensions de sécurité.

Article 4 – Procédure de sélection

L'appel à projets est diffusé via différents moyens de communication, notamment les sites internet de la Commune.

Le formulaire de dossier de candidature, joint à l'appel à projets, doit être complété rigoureusement et envoyé par e-mail au plus tard le jj/mm/aaaa à l'administration communale aux adresses e-mails reprises à la fin du présent règlement (voir Personnes de contact).

Un accusé de réception sera envoyé par e-mail aux candidats.

Le comité d'avis est composé au maximum de trois représentants de la Commune dont le Coordinateur. Le Coordinateur vérifie que les candidatures soient complètes et conformes au règlement. Des rencontres avec les candidats présélectionnés peuvent être organisées au besoin pour complément d'information. Le comité d'avis transmet un avis sur tous les projets au Collège. Le porteur dont le projet est approuvé par le Collège, est invité à signer une Convention après approbation par le Conseil communal. Le projet peut ensuite démarrer, conformément au programme et au budget approuvés.

Article 5 – Budget

Pour l'appel à projets visé par le présent règlement, un montant total de 15.000,00 euros uniquement pour l'année 2026 via des ateliers de co-construction et de fabrication collectifs.

Article 6 – Dépenses

Tel que déterminé par la Région, les dépenses pouvant être subventionnées sont exclusivement celles occasionnées par la réalisation du projet approuvé. Les dépenses éligibles rentrent dans l'une de ces catégories :

Frais de fonctionnement : personnel (statut contractuel, indemnités de volontariat, ...), loyer, téléphone, eau, gaz, électricité, petit matériel de bureau, photocopies, ...

Frais d'investissement : mobilier, matériaux, ...

Si la loi sur les marchés publics trouve à s'appliquer, les porteurs de projets s'engagent à mettre en œuvre des dispositions visant à garantir le respect de la législation ainsi que les principes de transparence et de concurrence dans l'attribution de leurs marchés publics. Les porteurs de projets garantissent la Commune de toute demande qui pourrait être formulée par un tiers et qui résulterait de la violation de ladite réglementation. Si la loi sur les marchés publics ne trouve pas à s'appliquer, les porteurs de projets s'engagent à mettre en œuvre les principes de non-discrimination, de concurrence et de transparence dans le choix de leurs partenaires.

Concernant le respect de la loi en matière de marchés publics, trois offres seront demandées aux porteurs de projets pour les dépenses de plus de 300 euros. L'accord préalable de la commune sera nécessaire pour les dépenses de plus de 3.000 euros, pour autant que ce ne soit pas prévu explicitement dans la fiche de base. La Commune ne subventionne pas les dépenses dont la pertinence ou le montant ne s'accorde pas avec les objectifs du projet.

Article 7 – Modalités de paiement

Tel que déterminé par la Région, un acompte est liquidé annuellement à concurrence de 70% du montant prévu au budget, pour autant que l'exécution du projet débute durant l'année en cours.

Le solde de la subvention est liquidé annuellement après approbation par le Collège, sur présentation des documents suivants :

- Un rapport financier et de gestion

Le bénéficiaire s'engage à transmettre un rapport annuel définissant l'état d'avancement et le financement du projet.

Ce rapport comprendra une partie "évaluation" détaillant les actions réalisées, le calendrier effectif, les résultats obtenus sur base des indicateurs conformément au dossier de candidature - fiche projet. Un canevas sera annexé à la Convention.

Toute dépense doit être justifiée par une facture dûment acquittée ou par tout autre document probant (contrat de travail, déclarations trimestrielles à l'ONSS, extraits bancaires, ...). Ces pièces justificatives doivent être numérotées et reprises sur une liste certifiée "vraie et sincère" par une personne habilitée. Les frais doivent être transmis sur fichier tableur (Excel ou Calc, son équivalent open source).

- Les statuts de l'ASBL

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, lors de la signature de la convention, la dernière version des statuts coordonnés en vigueur, telle que publiée au Moniteur belge.

Le bénéficiaire doit avertir la Commune de toute modification ultérieure de ceux-ci.

Article 8 – Utilisation de la subvention

Pour tout élément non précisé dans le présent règlement, il y a lieu d'appliquer la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes.

Le bénéficiaire de la subvention doit l'utiliser aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter scrupuleusement les délais ainsi que les remises de pièces justificatives.

Les pouvoirs subsidiant se réservent le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi de la subvention accordée.

Le matériel mobile, acheté avec le budget de la subvention sera, dans le cas où il n'est pas ou plus utilisé dans le cadre du projet, remis aux pouvoirs subsidiant qui le mettra à disposition d'autres associations.

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de restituer celle-ci dans les cas où il :

1. n'utilise pas les subventions aux fins prévues ;
2. ne fournit pas les justifications demandées dans les délais fixés par le présent règlement;
3. s'oppose à l'exercice du contrôle.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention reste en défaut de fournir les justifications demandées, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Article 9 – Communication

Toute publicité ou publication en lien avec la réalisation du projet devra comporter le logo de perspectives.brussels et de la commune d'Anderlecht. Ces logos, ainsi que la charte graphique, seront transmis aux porteurs de projets pour toute diffusion.

Les porteurs s'engagent à autoriser la visibilité de leur projet par des photos, publications, vidéos, ... qui peuvent être utilisées par la Région de Bruxelles-Capitale ou la Commune.

Article 10 – Litiges

L'exactitude des données introduites ainsi que l'observation des prescrits peuvent à tout moment être vérifiées par un mandataire des Collèges des Bourgmestres et Échevins.

Un constat d'infraction peut amener à l'exclusion du présent subside et/ou au remboursement des subsides déjà accordés.

En cas de conflits, les Cours et Tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour régler les litiges relatifs au présent règlement.

Article 11 – Pénalités

En cas de litige, les sommes dues doivent être remboursées par les porteurs de projets dans les trente jours de la demande de la Commune et que, à défaut, elles porteront de plein droit intérêt à un taux de 7 % l'an.

Personnes de contact Nom : Amir HASSANEIN Coordinateur espaces extérieur (CE Scheutplaneet)

Adresse : Département Bâtiments et Logements Service Rénovation urbaine

Rue Émile Carpentier 45, 1070 Anderlecht / E-mail : ahassanein@anderlecht.brussels

Reglement voor de toekenning van subsidies in het kader van het Schoolcontract Scheutplaneet

Sociaal-economisch luik – 2026

Open bouwplaats

Inleiding

Gecoördineerd door de Dienst Scholen van perspective.brussels, werkt het programma “Schoolcontract” aan een betere stedelijke integratie van scholen met als doel de scholen open te stellen voor hun nabije omgeving en de wijk. Het richt zich prioritair op scholen gelegen in de Zone voor Stedelijke Herwaardering (ZSH) met een tekort aan imago, middelen en/of hulpbronnen en die over beschikbare plaatsen beschikken.

Het Schoolcontract Scheutplaneet is een programma dat tot doel heeft de relaties tussen de school Scheutplaneet en haar wijk te transformeren door gedeelde, gezellige en duurzame ruimtes te creëren. Via zijn acties wil het de sociale cohesie versterken, het ecologisch bewustzijn vergroten en een gezondere en dynamischere stad bevorderen.

De prioriteiten van het programma zijn:

- Het verbeteren van de samenwoning en de zichtbaarheid van de school aan de zijde van de Ninoofsesteenweg.
- Het valoriseren van de toegang aan de parkzijde door de ontwikkeling van een gastvrije en gedeelde groene ruimte.
- Het creëren van duurzame synergieën tussen de school en de wijk via collectieve activiteiten.

Deze oproep betreft de aanleg van de ruimte achter de school, Knoekspark genaamd, die tot nu toe verwaarloosd was en het hart van dit project vormt. Deze zal binnenkort worden omgevormd tot een ecologisch en inclusief park met een oppervlakte van 1.500 m², dat een plek biedt voor ontspanning, ontmoeting en leren voor de wijk en de school.

Belangrijke acties:

- Herinrichting van de ondergrond en plaatsing van milieuvriendelijk meubilair.
- Aanleg van een collectieve moestuin en een speelruimte toegankelijk voor alle leeftijden, die sociale banden en intergenerationele activiteiten bevorderen.

- Organisatie van participatieve dagen tijdens de werken, waardoor bewoners en lokale actoren de werf kunnen ontdekken, bijdragen en de gemaakte inrichtingskeuzes beter begrijpen.

Stand van zaken: eind 2024 werd een studiebureau aangesteld om de studie uit te voeren. De geselecteerde organisatie zal daarom nauw moeten samenwerken met het studiebureau en de coördinator van de buitenruimtes voor de uitvoering van haar opdracht, aangezien de participatieve fase inmiddels is afgerond en de beslissingen over de uit te voeren realisaties zijn vastgelegd.

Meer informatie:

<https://perspective.brussels/nl/stadsprojecten/schoolcontracten/scheutplaneet>

<https://www.anderlecht.be/nl/sc-scheutplaneet>

Artikel 1 - Doel

Dit reglement heeft tot doel de voorwaarden en de procedure vast te leggen voor de doorstorting van de subsidies die door het Gewest (vertegenwoordigd door perspective.brussels) worden toegekend en door de gemeente Anderlecht worden ontvangen in het kader van het Schoolcontract Scheutplaneet waarop deze overeenkomst betrekking heeft. Deze subsidies worden doorgestort aan de personen die beantwoorden aan deze projectoproep, met naleving van de regels bepaald in dit reglement evenals van het programma Schoolcontract Scheutplaneet van perspective.brussels, dat als bijlage bij dit reglement is gevoegd en er integraal deel van uitmaakt.

Artikel 2 - Doelstellingen van de projectoproep

De geselecteerde organisatie(s) zullen nauw samenwerken met het studiebureau en de coördinator van de buitenruimtes om de volledige uitvoering van hun opdracht te verzekeren. De behoeften en prioriteiten werden geïdentificeerd tijdens de verschillende evenementen die in 2024 en 2025 werden georganiseerd, wat toeliet om concrete en op het project afgestemde actielijnen te bepalen.

Het actieprogramma voorziet onder meer in de organisatie van participatieve ateliers die co-creatie en collectieve realisatie van elementen van het park bevorderen. Deze ateliers stellen de deelnemers in staat zich rechtstreeks bij het project te betrekken en concreet bij te dragen aan de transformatie van de ruimte, waardoor het burgerlijk eigenaarschap en de sociale cohesie binnen de wijk worden versterkt.

Het actieprogramma omvat bijvoorbeeld:

- Creatie en inrichting van gedeelde ruimtes:
 - Vier moestuinbakken in collectief beheer.
 - Communicatiepaneel dat dient als informatiepunt tussen de school en de wijk.
 - Monument-mascotte: een symbolisch element dat de identiteit van de wijk versterkt, ontworpen samen met de bewoners en de school. Dit kan een collectief kunstwerk, een totem of een interactieve installatie zijn.
 - Signalisatiepoorten aan de ingangen van het park, die de zichtbaarheid van de openbare ruimte versterken.
 - Kleine straatbibliotheken met vrije toegang, die culturele en sociale uitwisseling bevorderen.

Andere secundaire ideeën (te prioriteren naargelang de beschikbare middelen):

- Fietsenstallingen en mogelijkheid tot een hersteldienst.
- Banken en vaste zitplaatsen met geïntegreerde speelse elementen.
- Houten vuilnisbakken in de kleuren van de wijk.

De selectiecriteria voor de geselecteerde organisaties omvatten:

- hun vermogen om in te spelen op de behoeften van de wijk;
- hun kennis van het instrument Schoolcontract;
- hun ervaring in co-creatie en het beheer van grote groepen, met name tijdens evenementen en wijkfeesten.

Artikel 3 - Toelatingsvoorwaarden

1. De projectoproep richt zich tot:

Verenigingen zonder winstoogmerk, vennootschappen met sociaal oogmerk en stichtingen van openbaar nut.

2. Om in aanmerking te komen, moeten de projecten aan drie voorwaarden voldoen:

- De voorgestelde initiatieven moeten aansluiten bij minstens één van de in artikel 2 vermelde thema's en activiteiten bevorderen die het algemeen belang dienen;
- De projecten moeten plaatsvinden binnen de wijk Scheut en meer bepaald in het Knoekspark, of in hoofdzaak ten goede komen aan de bewoners en de leerlingen van de school;
- De projecten moeten de gemeentelijke en gewestelijke wetten en reglementen naleven.

3. De voorgestelde initiatieven worden beoordeeld op basis van de volgende criteria:

- De haalbaarheid en relevantie van het project ten opzichte van de doelstellingen (cf. artikel 2), de geldende reglementering, de timing en het budget;
- De duurzaamheid van het project na afloop van de uitvoeringsperiode van het Schoolcontract;
- Het project moet duidelijk aantonen dat het inspeelt op de prioritaire uitdagingen die in de diagnose en het programma zijn opgenomen en die als bijlage bij dit reglement zijn gevoegd;
- Het project vult bestaande initiatieven in de wijk aan (hetzij door aantoonbare versterking van bestaande activiteiten, hetzij door een nieuwe activiteit);
- Er moet duidelijk worden aangetoond dat het geen financiering betreft van de "lopende" activiteit van de projectdrager;
- De projectdrager moet zijn capaciteit aantonen om het project te dragen.

Overleg met reeds actieve actoren in het gebied en/of met gemeentelijke diensten wordt positief gewaardeerd;

Projecten die uitwisselingen tussen de school en de wijk bevorderen in een kader van veilige en gecontroleerde openstelling worden positief gewaardeerd;

Bijzondere aandacht wordt besteed aan de veiligheidsaspecten.

Artikel 4 - Selectieprocedure

De projectoproep wordt verspreid via verschillende communicatiekanalen, met name de websites van de gemeente.

Het kandidatuurdossier, gevoegd bij de projectoproep, moet zorgvuldig worden ingevuld en uiterlijk op dd/mm/jjjj per e-mail worden verstuurd naar het gemeentebestuur op de e-mailadressen vermeld aan het einde van dit reglement (cf. Contactpersonen).

Een ontvangstbevestiging wordt per e-mail aan de kandidaten bezorgd.

Het adviescomité bestaat uit maximaal drie personen van de gemeente, waaronder de coördinator. De coördinator verifieert of de kandidaturen volledig zijn en conform het reglement. Indien nodig kunnen ontmoetingen met de vooraf geselecteerde kandidaten worden georganiseerd voor bijkomende informatie. Het adviescomité brengt een advies uit over alle projecten aan het college. De projectdrager waarvan het project door het college wordt goedgekeurd, wordt uitgenodigd om een overeenkomst te ondertekenen na goedkeuring door de gemeenteraad. Het project kan vervolgens starten, overeenkomstig het goedgekeurde programma en budget.

Artikel 5 – Budget

Voor de projectoproep bedoeld in dit reglement wordt een totaalbedrag van € 15.000,00 voorzien, uitsluitend voor het jaar 2026, via ateliers voor co-constructie en collectieve vervaardiging.

Artikel 6 – Uitgaven

Zoals bepaald door het Gewest, komen enkel de uitgaven die rechtstreeks voortvloeien uit de uitvoering van het goedgekeurde project in aanmerking voor subsidiëring. De in aanmerking komende uitgaven vallen onder een van de volgende categorieën:

- Werkingskosten: personeel (contractueel statuut, vrijwilligersvergoedingen, ...), huur, telefoon, water, gas, elektriciteit, klein kantoomateriaal, fotokopieën, ...
- Investeringskosten: meubilair, materialen, ...

Indien de wetgeving inzake overheidsopdrachten van toepassing is, verbinden de projectdragers zich ertoe maatregelen te nemen om de naleving van de wetgeving en de beginselen van transparantie en mededinging bij de gunning van hun overheidsopdrachten te waarborgen. De projectdragers vrijwaren de gemeente tegen elke vordering van derden die zou voortvloeien uit de schending van deze regelgeving. Indien de wetgeving inzake overheidsopdrachten niet van toepassing is, verbinden de projectdragers zich ertoe de beginselen van niet-discriminatie, mededinging en transparantie toe te passen bij de keuze van hun partners.

Wat betreft de naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten moeten voor uitgaven van meer dan 300 euro drie offertes worden gevraagd. De voorafgaande toestemming van de gemeente is vereist voor uitgaven van meer dan 3.000 euro, voor zover dit niet expliciet is voorzien in de basisfiche. De gemeente subsidieert geen uitgaven waarvan de relevantie of het bedrag niet strookt met de doelstellingen van het project.

Artikel 7 – Betalingsmodaliteiten

Zoals bepaald door het Gewest wordt jaarlijks een voorschot vereffend ten belope van 70% van het in het budget voorziene bedrag, op voorwaarde dat de uitvoering van het project aanvangt in het lopende jaar.

Het saldo van de subsidie wordt jaarlijks vereffend na goedkeuring door het college, op voorlegging van de volgende documenten:

- Een financieel en beheersrapport

De begunstigde verbindt zich ertoe jaarlijks een rapport over te maken waarin de stand van zaken en de financiering van het project worden beschreven. Dit rapport bevat een evaluatieluik waarin de uitgevoerde acties, de effectieve planning en de behaalde resultaten worden toegelicht op basis van indicatoren overeenkomstig het kandidatuurdossier – projectfiche. Een sjabloon wordt als bijlage bij de overeenkomst gevoegd.

Elke uitgave moet worden verantwoord door een naar behoren vereffende factuur of door elk ander bewijskrachtig document (arbeidsovereenkomst, trimestriële RSZ-aangiften, bankuittreksels, ...). Deze bewijsstukken moeten genummerd zijn en opgenomen worden in een lijst die als “juist en oprecht” wordt verklaard door een bevoegde persoon. De kosten moeten worden overgemaakt in een rekenbladbestand (Excel of Calc, of een open-source equivalent).

- De statuten van de vzw.

De begunstigde verbindt zich ertoe bij de ondertekening van de overeenkomst de laatst gecoördineerde versie van de geldende statuten, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, over te maken.

De begunstigde moet de gemeente op de hoogte brengen van elke latere wijziging hiervan.

Artikel 8 – Gebruik van de subsidie

Voor alles wat niet uitdrukkelijk in dit reglement is bepaald, is de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies verleend door de gemeenten van toepassing.

De begunstigde van de subsidie moet deze gebruiken voor de doeleinden waarvoor zij werd toegekend. De begunstigde verbindt zich ertoe de termijnen en de indiening van bewijsstukken strikt na te leven. De subsidiërende overheden behouden zich het recht voor ter plaatse controle uit te oefenen op het gebruik van de toegekende subsidie.

Het mobiel materiaal dat met het subsidiebedrag wordt aangekocht, zal, indien het niet of niet langer in het kader van het project wordt gebruikt, worden overgedragen aan de subsidiërende overheden, die het ter beschikking kunnen stellen van andere verenigingen.

De begunstigde is verplicht de subsidie terug te betalen in de gevallen waarin hij:

1. de subsidie niet gebruikt voor de voorziene doeleinden;
2. de gevraagde verantwoordingsstukken niet binnen de in dit reglement vastgestelde termijnen verstrekt;
3. zich verzet tegen de uitoefening van de controle.

Wanneer de begunstigde in gebreke blijft om de gevraagde verantwoordingsstukken te verstrekken, is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het niet-verantwoorde gedeelte.

Artikel 9 – Communicatie

Elke publiciteit of publicatie in verband met de uitvoering van het project moet het logo van perspective.brussels en van de gemeente Anderlecht bevatten. Deze logo's, evenals de huisstijl, worden aan de projectdragers bezorgd voor elke vorm van verspreiding.

De projectdragers verbinden zich ertoe de zichtbaarheid van hun project toe te staan via foto's, publicaties, video's, ... die kunnen worden gebruikt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de gemeente.

Artikel 10 – Geschillen

De juistheid van de ingediende gegevens en de naleving van de voorschriften kunnen te allen tijde worden gecontroleerd door een gemachtigde van het college van burgemeester en schepenen.

Een vastgestelde inbreuk kan leiden tot uitsluiting van deze subsidie en/of tot terugbetaling van reeds toegekende subsidies.

In geval van geschillen zijn uitsluitend de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel bevoegd om kennis te nemen van geschillen met betrekking tot dit reglement.

Artikel 11 – Sancties

In geval van geschil moeten de verschuldigde bedragen door de projectdragers worden terugbetaald binnen dertig dagen na de aanvraag door de gemeente; bij gebreke hiervan brengen zij van rechtswege interest op tegen een jaarlijks tarief van 7%.

Contactpersonen

Naam: Amir HASSANEIN – Coördinator buitenruimtes (SC Scheutplaneet)

Adres: Departement Gebouwen en Huisvesting – Dienst Stedelijke Vernieuwing - Émile Carpentierstraat 45, 1070 Anderlecht / E-mail: ahassanein@anderlecht.brussels